

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **Alain Laplante**
Maire

Municipalité : **Saint-Jean-sur-Richelieu**

Date : **13 février 2019**

Argumentaire– Demande d'intervention de Guy Grenier

1. Le 5 février 2019, Guy Grenier, par le biais de son procureur, dépose une demande afin d'obtenir le statut d'intervenant dans le présent dossier. Il prétend que la demande d'enquête découle directement du dépôt des procédures judiciaires l'opposant à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Il soutient également que son nom est mentionné à plusieurs reprises dans la demande d'enquête et les allégations;
2. L'article 30 des Orientations en matière de procédure de la Commission municipale exige notamment que la personne qui fait une demande d'intervention démontre un intérêt suffisant;
3. La demande d'enquête faisant l'objet des présentes concerne les agissements du maire, Alain Laplante, dans le cadre du congédiement de son chef de cabinet, Guy Grenier, par la Ville;
4. Le fait que le nom de Guy Grenier soit indiqué à plusieurs reprises dans la demande d'enquête et dans les faits allégués ne signifie pas qu'une question de droit sera tranchée par la Commission à son égard;
5. Le comportement de Guy Grenier ne sera pas mis en cause pas plus que les raisons de son congédiement. Le bienfondé de la décision de la Ville de le congédier ne sera pas non plus examiné;
6. La Commission n'a pas la compétence pour statuer sur l'opportunité d'une décision prise par la Ville, ni sur sa légalité;

***Pinsonneault (Re)*, 2015 CanLII 55943 (QC CMNQ)**

[153] Enfin, la Commission souligne qu'elle n'a pas compétence pour statuer sur l'opportunité ou la légalité des décisions prises par le conseil municipal.

7. Par conséquent, aucune décision touchant aux droits de Guy Grenier ne sera rendue par la Commission;
8. Guy Grenier n'a donc pas d'intérêt suffisant et vraisemblable dans l'issue du litige et son intervention ne serait d'aucune utilité pratique pour la solution du litige;

***Michaud c. Groupe Vidéotron Itée*, 2003 CanLII 5258 (QC CA), [2003] R.J.Q. 3087**

[59] Au stade de la réception, il suffit à l'intervenant de démontrer qu'il a un intérêt suffisant et vraisemblable dans l'issue du litige (*Cobenco Constructions Inc. c. Constructions Désoudy Inc.*, [1998] R.D.J. 457 (C.A.)).

[60] Selon les auteurs Ferland et Emery, cette règle «vise à protéger les parties à l'instance contre des interventions de tiers sans intérêt juridique, en soumettant à l'appréciation du tribunal la vraisemblance de l'intérêt de l'intervenant» [référence omise]

[61] L'intérêt dont le tribunal doit vérifier le caractère vraisemblable au stade de la réception de l'intervention est le même intérêt requis par l'article 55 C.p.c. pour former une demande en justice (*Soterm Inc. c. Terminaux portuaires du Québec Inc.*, 1993 CanLII 3969 (QC CA), [1993] R.D.J. 549 (C.A.)).

[62] L'intérêt doit être direct et personnel (*Jeunes canadiens pour une civilisation chrétienne c. Fondation du Nouveau-Monde*, [1979] C.A. 491).

[63] L'intervenant doit établir l'existence d'un intérêt juridique vraisemblable, fondé sur un lien de droit, à l'endroit de l'une ou l'autre des parties au litige, par rapport à l'objet même de celui-ci et non un simple intérêt général à la contestation engagée. Cet intérêt doit porter sur le litige principal, par rapport à un intérêt de nature différente et personnel à l'intervenant (*Soterm*, précitée, pp. 552-553).

(soulignement ajouté)

Soterm inc. c. Terminaux portuaires du Québec inc., 1993
CanLII 3969 (QC CA)

[22] Le juge dans l'exercice de sa discrétion de recevoir l'intervention doit aussi tenir compte de l'utilité pratique pour la solution du litige de l'intervention éventuelle du tiers [référence omise].

9. Ajoutons que la demande est tardive;
10. En effet, Guy Grenier a été contacté pour les fins de l'enquête dès la fin du mois de novembre 2018;
11. Le 6 décembre dernier, il écrit à la soussignée en indiquant qu'il apparaît inopportun de nous rencontrer en raison des procédures judiciaires auxquelles il est parti. Son procureur, Me Beauchamp a reçu copie de ce courriel (voir courriel en annexe);
12. Ainsi, Guy Grenier connaît l'existence de l'enquête depuis plusieurs mois;
13. La demande est tardive et nuit à la célérité avec laquelle le débat devant la Commission doit avoir lieu sans avoir de réelle utilité, ni pour les parties actuelles, ni pour celles qui veulent intervenir.

Le tout vous étant respectueusement soumis.



Direction du contentieux et des enquêtes

Naomi Gunst, avocate
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Mezzanine, aile Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
418-691-2014, poste 3922
naomi.gunst@cmq.gouv.qc.ca

ANNEXE

Gunst, Naomi

De: guy grenier <guy.grenier@hec.ca>
Envoyé: 6 décembre 2018 13:50
À: Gunst, Naomi; Hébert, Manon
Cc: Sylvain Beauchamp
Objet: En réponse à votre requête

Me Gunst,

D'abord, je voudrais vous remercier d'avoir pris le temps de répondre à mes questions lors de notre conversation téléphonique la semaine dernière. J'ai, par la suite, pris conseil auprès de mon avocat pour évaluer les impacts possibles d'un tel témoignage sur les procédures auxquelles je suis partie.

Nous avons conclu que la plainte que vous traitez concerne un ensemble de faits qui seront bientôt mis en cause devant la Cour supérieure du Québec. Dans ces circonstances, malgré mon désir sincère de collaborer, il apparaît inopportun de vous rencontrer pour témoigner.

Je pense que vous êtes sensible à ma situation particulière et que vous comprenez les réserves qu'elle nécessite.

Je vous prie de recevoir mes meilleures salutations.

Guy Grenier